



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

JEUDI 17 SEPTEMBRE 2015

Le préfet de Haute-Savoie décide de faire tuer 200 à 250 bouquetins dès cet automne dans le Massif du Bargy contre l'avis des experts de l'Anses et du CNPN

Contre l'avis défavorable du Conseil National de Protection de la Nature émis à la quasi-unanimité le 15 septembre, et sans tenir compte des recommandations de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail, le Préfet de Haute-Savoie décide unilatéralement l'abattage de plus de 200 bouquetins dont un nombre conséquent d'animaux sains, pourtant protégés au niveau international.

Face à la menace d'abattage massif par les agents de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage dans les prochains jours, les associations nationales se mobilisent.

Alors que l'abattage de 350 bouquetins ces deux dernières années -dont beaucoup d'animaux parfaitement sains- n'a pas permis de réduire la prévalence de la maladie, le Préfet de Haute-Savoie veut récidiver en faisant tuer 200 à 250 bouquetins, ne laissant que quelques dizaines d'animaux sur le massif du Bargy.

Les études conduites par une quinzaine d'experts européens réunis par l'Anses entre octobre 2014 et juillet 2015 ont permis de démontrer que l'abattage massif, rapide, non différencié, loin de réduire la maladie a pour conséquence d'augmenter les risques notamment par l'éparpillement des animaux.

AGISSEZ AVEC NOUS. REJOIGNEZ-NOUS SUR FNE.ASSO.FR



AGIR pour la
BIODIVERSITÉ



L'abattage n'est pas réaliste puisque tous les animaux visés ne peuvent pas être abattus avant l'arrivée des mauvaises conditions météorologiques. Les animaux sains, marqués, relâchés dans un milieu contaminé sont susceptibles d'être à leur tour infectés. Ce qui justifiera une nouvelle demande d'abattage l'année prochaine.

Les experts sont pourtant unanimes pour affirmer que les bouquetins du Bargy ne représentent pas un danger significatif pour le cheptel domestique (niveau « quasi-nul » à « minime ») et que le risque actuel pour l'homme est « quasi-nul ». Selon eux, ce risque « est très inférieur au risque lié à la brucellose importée qui représente plus de 80 % des cas de brucellose humaine en France chaque année ».

Ils ajoutent que le problème ne saurait être traité en une année, mais qu'il faut au contraire envisager une gestion sur plusieurs années, avec des mesures combinées. Pour obtenir une réduction à moyen et long termes du foyer de brucellose, le scénario proposé par les scientifiques, associant une élimination progressive des animaux séropositifs, sur quelques années, et une vaccination préventive est en tout point préférable.

FNE, la LPO, la FRAPNA et l'ASPAS se réservent la possibilité d'user de tous les moyens légaux (contrairement au monde agricole qui prend un Président et un Directeur de Parc National en otage et voient leurs revendications satisfaites au-delà de leurs attentes) pour empêcher ce mauvais scénario.

CONTACTS PRESSE

Yves VERILHAC – Ligue pour la protection des Oiseaux – 05 46 82 12 34

Jean-Pierre CROUZAT – FRAPNA – 06 11 24 04 21

Madline Reynaud – ASPAS - 06 79 44 61 17

Jean-David ABEL – FNE – 06 77 04 23 30

France Nature Environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. C'est la porte-parole d'un mouvement de 3000 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer. Retrouvez-nous sur fne.asso.fr, [Facebook](#) et [Twitter \(@FNEasso\)](#).